

Interview de M. DARMANIN – NC1^{re} / RRB / Caledonia (4/06/23)

Des exigences idéologiques clairement colonialistes,
malgré la réalité, les engagements, l'ADN et l'ONU



LINDEPENDANT

Commentaires de l'Indépendant-knc

INTRODUCTION SUR LA RÉALITÉ CONCRÈTE DU PAYS :

- **Aucun texte n'oblige à supprimer l'ADN de la constitution ou à le modifier dans celle-ci.** L'ADN est en vigueur et nous régit chaque jour, comme cela est écrit dans ce texte.
- **La transition vers la pleine souveraineté enclenchée par l'ADN et que l'État s'était engagé à accompagner reste légalement en cours !** Ses règles restent en vigueur sauf accord entre les « partenaires » réunis qui ferait au minimum avancer vers ce but, ce que les Dépendantistes refusent. Donc pas de tripartite.
- **Il n'y a eu aucun « Non » obligeant à l'un quelconque des changements** qu'exige le gouvernement français pour des visées idéologiques coloniales : les deux 1^{ers} n'étaient pas contraignants ; et le 3^e est irrecevable selon le FLNKS, l'Éveil Océanien, le FIP avec bien d'autres pays, et l'ONU qui l'a signifié à la France (Résolution L22, 16/06/2022). La France a triché sur tous les tableaux : en argumentant sans cesse contre la souveraineté, en rapprochant la date du 3^e scrutin illégalement (un délai identique -2 ans- à celui précédent était requis par l'ADN) et en trahissant les promesses écrites d'E. Philippe, puis en maintenant cette date durant le Covid pour que le peuple Kanak perde (plus durement touché, il aurait moins voté). Finalement, le boycott massif du peuple Kanak et le taux ridicule de "Non" signent l'échec de ces magouilles.

POURTANT, AU RISQUE D'UNE GUERRE CIVILE, L'ÉTAT MENT ET EXIGE DE RENFORCER LA COLONISATION. Extraits surréalistes commentés de l'interview :

- **Pour M. Darmanin, la liste électorale « bloquée depuis très longtemps » « était un scandale » : le scandale est qu'un ministre traite de scandaleux un passage de sa constitution y ancrant l'ADN qui a prescrit cela.** Passage en vigueur, et qui répond justement au scandale avéré, lui, de la colonisation de peuplement volontaire, illégitime et proscrite par l'ONU. Colonisation qui, pendant l'ADN, équivaut en pourcentage et dépasse en chiffres ce qui avait été fait sous Messmer ou Jacquinet dans les années 1960 puis 1970 : les Kanak y étaient passés de 47,6 % (1963) à 42,6 % (1983). Là, de 1996 à 2014, ils sont passés de 44,1 % à 39,1 % !
- **Pour M. Darmanin, l'État ne fait que « passer les plats » entre deux adversaires : le mensonge est évident face à l'histoire de notre colonisation de peuplement** dont les ministres concernés sus-cités écrivaient qu'il s'agissait bien de rendre minoritaires les autochtones pour contrôler le pays. Un « passe-plats » qui explique qu'il modifiera l'ADN seul s'il n'y a pas d'accord, dans le sens colonialiste qu'il souhaite et contre l'ADN.
- **Pour M. Darmanin, « les calédoniens ils ont choisi de rester français ». Sérieusement ? Avec 42,5 % de votants et 41 % de Non, avec le boycott justifié et à 90 % du peuple autochtone,** normalement seul habilité à décider ? Peuple qui a accepté que les allochtones participent car ils déclaraient accompagner, avec aussi l'État, la préparation du pays pour aboutir ensemble à un destin commun de pleine souveraineté. Parole clairement trahie.
- **Pour M. Darmanin, il y a un banal « droit à l'autodétermination de tous les peuples d'Outre-mer ». Faux. D'une part, seuls -hélas- ont une population autochtone encore nombreuse la Polynésie et la Calédonie,** et non tous les Outre-mer. Et ce sont d'ailleurs les deux seuls inscrits sur la liste de l'ONU des territoires à décoloniser à ce jour. D'autre part le ministre opère un glissement sémantique perfide : car le peuple Kanak a un « droit inné et actif à l'indépendance » depuis Nainville-les-Roches, normalement concrétisé par les actions de l'ADN, que l'État a en fait contrées. Bien différent d'un simple « droit à demander l'indépendance », de plus remisé aux calendes grecques via un déclenchement verrouillé si les plans de l'État aboutissent !
- **Pour M. Darmanin, « ces 3 référendums se sont organisés sous le quinquennat du président Macron, il était très courageux de les organiser ». Cet enfantillage ferait sourire, s'il n'impliquait pas que le Président est considéré courageux de faire ce que lui prescrit la Constitution et l'ADN,** sachant de plus que le FLNKS n'a occasionné aucun trouble, comme il l'avait annoncé, et contrairement au sous-entendu !

- Pour M. Darmanin « on a rendu à la fois le bilan de l'accord de Nouméa et l'audit de la décolonisation demandés par les indépendantistes ». Le problème est que « qui paye commande » : ce n'était donc pas à une partie prenante de payer. Ce fut pourtant l'État, qui est donc disqualifié sur le résultat. L'ONU ou le FIP auraient été crédibles. Le FLNKS n'ayant pas les moyens financiers n'a pu que participer au cahier des charges. Les cabinets auront d'autres contrats avec l'État, jamais avec le FLNKS. Leurs bilans sont globalement des satisfecit tronqués pour l'État. Avec quelle crédibilité ?!

Pour le bilan de l'ADN, il y eut 45 entretiens : avec qui, sur quels critères ? Trois objectifs étaient à juger : Émancipation, Rééquilibrage, Destin commun. Il est évident qu'il y a échec à l'émancipation par la souveraineté visée car combattue ; que le rééquilibrage est très limité vu les obstructions, que les inégalités gérées par la droite restent au double de la France, que le Destin Commun est remis en cause car ils ne veulent pas d'un pays commun.

- Pour M. Darmanin, « les 7 critères que met l'ONU pour savoir si un pays est ou pas sous la colonisation, les 7 critères, la France remplit les sept, pour dire que non, nous sommes sortis de cette dépendance. » Sic : normalement, on dit « oui » nous sommes sortis ». Mais M. Darmanin est manifestement fâché avec ce mot. Fâché avec les faits aussi : la définition Onusienne d'un « territoire non autonome » est : « un territoire géographiquement séparé et ethniquement ou culturellement distinct du pays qui l'administre ». Et sa résolution 2022, donc post-référendaire, a demandé à son « C24 » - comité de décolonisation- de poursuivre le suivi de notre pays, donc de le maintenir sur la liste, et a prié la France de poursuivre ses efforts pour décoloniser !

- Pour M. Darmanin, « sur 5 institutions (...), 4 sont gouvernées par les indépendantistes ». Ritournelle des Dépendantistes, ce thème veut nous faire croire qu'ils commandent tout déjà !

Sauf que les plus importants leviers sont aux mains de la France : Ordre public et sécurité civile, justice dont prison, relations étrangères et immigration, enseignements (supérieur, mais aussi primaire et secondaire faussement transférés !), armée, monnaie avec le crédit, le change et le commerce extérieur, matières stratégiques, etc.

Sauf que, aussi, les Dépendantistes commandent la Province Sud qui a 200 000 habitants, 3 fois plus que les deux autres réunies, dirigées par des indépendantistes.

Sauf que le gouvernement et le congrès sont collégiaux, que les indépendantistes n'y ont qu'une majorité relative, et que c'est l'alliance avec un groupe neutre sur le sujet de l'indépendance (EO) qui gouverne ces institutions. Ça fait beaucoup de « sauf que », qui montrent la malveillance de l'insinuation du ministre.

L'on pourrait ajouter que les 2 députés et les 2 sénateurs sont Dépendantistes, par la magie de circonscriptions trafiquées pour les premiers, et de grands électeurs surnuméraires dans les villes pour les seconds. Sans compter le militantisme à droite des Chambres consulaires.

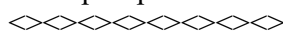
- Pour M. Darmanin, la place de la Calédonie est « dans l'indo-Pacifique, défini par le président de la République », surtout « quand nous voyons parfois la prédation des Chinois » et « les retournements d'alliances politiques comme font nos amis Australiens ou Néo Zélandais » !

L'axe indo Pacifique est une chimère inventée par le faux stratège M. Macron, qui a beaucoup échoué par son arrogance sur le plan international, que ce soit en Algérie, au Sahel, en Afrique noire et bien d'autres pays. L'Inde n'a pas suivi, l'Australie s'est détournée, la Nouvelle-Zélande a toujours été neutre. Les USA n'ont pas besoin des 2 000 soldats français ou de ses Mirage qui mettent 3 jours à arriver en Calédonie : ils ont leurs propres alliances et surtout sont, eux, riverains du Pacifique. Ils s'appuient sur Hawaï, Guam, Mariannes, Philippines, Corée du sud, Japon, Australie, etc.

Parler de « retournement d'alliance » pour nos deux voisins est une gaffe politique puérile, et un aveu de faiblesse idiot : ils n'ont juste pas besoin de la France dans le Pacifique et la verraient bien partir de Calédonie pour y être plus influents ! Ils ont d'ailleurs voté sa réinscription à l'ONU. Quant à la prédation chinoise, difficile de faire plus que les USA dans le monde, USA qui ceinturent d'ailleurs la Chine de leurs bases !

A noter que NC1^{re}, bien rodée au mensonge par omission contre l'indépendance, a escamoté par un « (...) » le passage citant les « retournements » de nos deux voisins dans son compte rendu Internet de 23h le 4/06/2023.

- Pour M. Darmanin « il y a des avantages, il y a des inconvénients à l'autonomie, parmi les inconvénients il y a « on se prend en responsabilité » ». Le ministre se fait moralisateur paternaliste, mais cite finalement des points ou la responsabilité de l'État est écrasante : pour le Nickel, l'usine SLN est la seule des trois obsolète et en danger imminent de faillite, et la seule où l'État est actionnaire ! Pour la route, la répression du non port de ceinture, de l'excès de vitesse et de l'alcoolisme est de son ressort et reste très insuffisante, or elle cause la plupart des morts ! D'autres « responsabilités » sont escamotées, telles que l'échec scolaire massif par inadéquation des programmes et méthodes imposés par l'État, ou la « pire prison de France » aussi d'État, la justice sélective, etc.



Note : les médias participants n'incluaient pas Radio Djiido, pourtant opposant de RRB, pourquoi ? NC1^{ère} et Calédonia sont, eux, disons, « neutre de droite » et « neutre de gauche » : l'équilibre est encore contre nous !